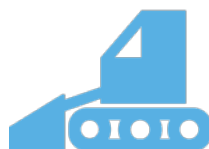


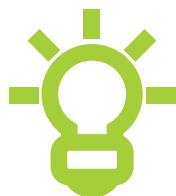


Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Catalogue des publications

Avril 2023





LES
essentiels
DES POUVOIRS LOCAUX

La Commune Edition 2019

Six années se sont écoulées depuis la parution de la 1^{ère} édition de ce livre, et quatre depuis la 2^{ème}. A une époque où tout va si vite, autant dire : une éternité. Dans cet intervalle, beaucoup d'événements sont survenus, qui ont plus ou moins profondément affecté la vie communale : des règles européennes plus contraignantes (notamment comptables), la 6^{ème} réforme de l'Etat belge et son cortège de transferts (de compétences et de moyens financiers), certaines modifications décrétales ou réglementaires émanant du pouvoir wallon, impactant le fonctionnement, les missions et les moyens dévolus aux villes et communes de Wallonie. Pensons par exemple à la réforme dite « des grades légaux » en 2013, ou aux récentes règles complémentaires en matière de gouvernance locale, pour la plupart d'application depuis l'été 2018.

Il était donc devenu nécessaire de tenir compte de ces évolutions les plus récentes touchant le 1^{er} pouvoir de proximité, et de produire une mise à jour. L'auteur a donc repris la plume pour vous proposer, au travers de cette nouvelle version, une vision synthétique, la plus fidèle et complète possible, de la chose publique municipale en Wallonie à l'aube de la mandature communale 2019-2024.

Michel L'HOOST

Format : A5 - 224 pages-

Parution : Février 2019

Commande : Réf. 503/1903

ISBN : 978-2-930923-33/8

Table des matières

Remerciements

Avertissement – Emploi des genres

Préface

Pourquoi cet ouvrage ?

1. Etre élu communal, quelle aventure!
2. La Belgique est un Etat fédéral, comment s'y retrouver ?
3. Etre élu municipal aujourd'hui
4. Qui suis-je en tant qu'élu ?
5. Quelles sont les missions de la commune ?
6. Le rôle du mandataire local
7. Focus sur le travail des élus
8. L'éthique

9. La (bonne) gouvernance
10. L'administration communale et son travail
11. Une commune avance rarement seule de nos jours
12. Les pouvoirs locaux sous l'angle financier
13. Les sources de recettes
14. Les dépenses des communes
15. Les ressources logistiques
16. Savoir-faire et faire savoir

Conclusion

Pour en savoir plus

Bibliographie – Sources

Commander cet ouvrage

TARIFS ► Prix membres : 25,00 €
► Prix non membres : 30,00 €

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :

 <https://www.uvcw.be/publications/35>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Communication

<https://www.uvcw.be/publications/catalogue/communication>

Les essentiels des pouvoirs locaux

25€
membres

30€
non membres



COMME EN CRISE

La communication de crise à l'usage des autorités locales

Les crises sont multiformes et, par définition, imprévisibles. Les autorités locales ne sont naturellement pas immunisées contre de tels accidents. La bonne nouvelle, c'est qu'il leur est possible de s'y préparer pour, le moment venu, pouvoir agir au mieux dans l'urgence.

Catherine Delcourt
Marie Muselle

A5 - 120 pages
Parution : avril 2016
Commande : Ref. 503/1601

Table des matières

Sur le fond... et sur la forme

- Les pièges
- Le silence est d'or ?
- Faute avouée à moitié pardonnée
- Les ficelles
- La vérité
- Faire et le faire savoir
- Je vous ai compris

Réfléchir avant d'agir

- Avis à la population
- Stratégie et méthode
- Faire autorité
- La bonne voie

La théorie des réseaux

- Parlons d'une même voix ?
- De la discipline
- Le combat des chefs ?
- Juge et partie
- C'est privé (plus ou moins)
- Les amis de mes amis
- Le cœur du réseau

Au bon tempo

- C'est le moment, c'est l'instant
- Un crash
- Vite... et bien
- Pourquoi diable ?
- Faire la lumière (J+1)
- Clap de fin

Via le bon canal

- La presse
 - Point presse
 - Communiqué de presse
 - Conférence de presse
 - Interview
- Le monde numérique
 - Une palette d'outils toujours plus étendue
 - Les sites internet des autorités
 - Les réseaux sociaux VS la presse traditionnelle ?
 - Les citoyens acteurs
- A votre écoute

A la rencontre de...

Comme des pros

- Ordre et méthode
 - Autorité compétente – Responsabilité
 - Direction de l'information – Comité de coordination
 - Coordination des actions de coordination
 - Analyse – Monitoring
 - Rédacteur
 - Contact média sur le terrain
 - Porte-parole
 - Une équipe

Commander cet ouvrage

TARIFS

- Prix membres : 25,00 €
- Prix non membres : 30,00€

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Vous pouvez nous adresser directement votre bon de commande, au choix :



<https://www.uvcw.be/publications/1>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



LES
essentiels
DES POUVOIRS LOCAUX

A PARAÎTRE

25€
membres

30€
non membres



Presses et e-réputation pour les entités publiques La boîte à outils du parfait chargé de communication

Je viens d'entrer en fonction dans le département communication d'une commune, quels sont les outils et les bonnes pratiques ?

Chargé de communication, ai-je le droit de partager des informations sur mes propres réseaux sociaux ?

Ma vie professionnelle est déjà riche et bien remplie. Comment gérer mes traces numériques pour soigner mon e-réputation ?

Certains citoyens se déchaînent pour critiquer les projets communaux en cours. Faut-il leur répondre, au risque d'envenimer le débat ?

Un journaliste vient pour une interview cet après-midi, quels sont les conseils pour que ça se passe bien ?

Si vous vous êtes déjà posé une ou plusieurs de ces questions, ce livre est fait pour vous. Nathalie Woitrin et Vincent Pittard ont voulu cet ouvrage résolument pratique, ancré dans la pratique des communicants publics, notamment locaux, en se basant sur des questions concrètes entendues, débattues et débriefées lors des formations qu'ils animent à l'UVCW.



Format : A5 - 116 pages

Parution : avril 2023

Commande : Réf. 503/2302

ISBN : 978-2-930923-71-0

Table des matières

Préambule et remerciements

Préface – Christine Donjean

1. Communication publique 2.0

- 1.1 Définition de la communication
- 1.2 Tout a changé : chacun est devenu un média
- 1.3 Rien n'a changé : les fondamentaux de la communication
- 1.4 Que faut-il en retenir ?

2. Les bonnes pratiques avant de se lancer

- 2.1 Clarifier le mandat du communicateur
- 2.2 Etablir un diagnostic de communication de l'organisation
- 2.3 Que faire des dernières tendances et évolutions technologiques ?
- 2.4 Les clés d'une stratégie de communication réussie

2.5 Que faut-il en retenir ?

3. Stratégie de communication : définir un plan de vol

- 3.1 Le roadbook de votre communication
- 3.2 Canaux et outils de communication à ma disposition
- 3.3 Comprendre la presse locale
- 3.4 Comment fonctionne un journaliste ?
- 3.5 Les règles pour une bonne interview
- 3.6 Que faut-il en retenir ?

4. Interviews – Les voix du terrain

- 4.1 Manon Degrave, Ville de Charleroi
- 4.2 Corentin Nalletamby, Ville du Rœulx
- 4.3 Caprine Girboux, Commune de Wavre
- 4.4 Anne-Marie Goemaere, intercommunale IDETA

4.5 Pascale Koning, intercommunale sociale du Brabant wallon (ISBW)

4.6 Laurence Mossiat, Zone de Police de Namur

4.7 Conclusion

5. Fiches pratiques

- 5.1 Avec ma fonction, je ne sais pas comment gérer ma vie personnelle sur Internet ?
- 5.2 La violence verbale sur Internet augmente en intensité chaque année : que puis-je faire à mon niveau ?
- 5.3 Nous manquons de visibilité : comment promouvoir nos projets auprès de nos publics ?

Commander cet ouvrage

TARIFS

- Prix membres : 25,00 €
- Prix non membres : 30,00 €

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :

 <https://www.uvcw.be/publications/110>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Management de la donnée

<https://www.uvcw.be/publications/catalogue/data>



L'ABC du RGPD Dictionnaire pratique à destination des administrations

Au moment de son entrée en application, le Règlement général sur la protection des données à caractère personnel (RGPD) a fait grand bruit, provoquant des incertitudes, des questions et des craintes nombreuses. Il est aujourd'hui mis en œuvre, en Belgique, par plusieurs normes qui ajoutent encore des particularités à la matière.

Face à cet ensemble de règles complexes et fastidieuses, le présent ouvrage, fruit d'une collaboration entre experts de la protection des données émanant de l'Université de Namur et de l'administration, se veut clair et efficace.

Dictionnaire pratique structuré au départ des mots clés les plus usités, il se concentre sur les principes du RGPD applicables à toutes les administrations.

Ce dictionnaire est illustré de nombreux exemples tirés de l'expérience de terrain et des cours et formations dispensés aux agents des administrations précitées.

Sous la direction de:

Elise DEGRAVE

Avec les contributions de:

Philippe Canon, Elise Degrave,
Loïck Gérard, Dominique Grégoire
et Yasmine Ourari

Format : A5 - 128 pages-

Parution : Novembre 2018

Commande : Réf. 503/1806

ISBN : 978-2-930923-29-1

25€
membres

30€
non membres

Index

Accountability	protection des données	Finalité	Protocole
Amende	Contrôle par la Cour constitutionnelle	Gestion des risques	Rectification (droit de)
Analyse d'impact	Contrôle par le Conseil d'Etat	Information (droit d')	Registre des activités de traitement
Anonymisation et pseudonymisation	Contrôle par les autorités judiciaires	Intégrateur de services	Responsable du traitement
Autorité de contrôle	Copie des données à caractère personnel	Licéité	Réutilisation de données
Autorité de protection des données	Délégué à la protection des données – « Data protection officer » (DPO)	Limitation du traitement (Droit à la)	Sanctions administratives
Autorité publique	Données à caractère personnel	Minimisation des données	Sanctions pénales
Banque-Carrefour d'échanges de données	Données sensibles	Opposition (droit d')	Sanctions
Collecte unique	Droits des personnes concernées	Plateforme d'échanges de données	Source authentique
Comités sectoriels	Effacement (Droit à l')	Personne concernée	Sous-traitant
Consentement		Portabilité (droit à la)	Traitement automatisé
Contrôle par l'Autorité de		Privacy by design & privacy by default	Traitement

Commander cet ouvrage

TARIFS

- Prix membres : 25,00 €
- Prix non membres : 30,00€

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :



<https://www.uvcw.be/publications/30>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



A PARAÎTRE

LES
essentiels
DES POUVOIRS LOCAUX

Le RGPD et la vie privée au travail Guide pratique à l'usage des pouvoirs locaux

Le Règlement Général sur la Protection des Données, plus familièrement appelé « RGPD », est entré en application le 25 mai 2018, avec son lot de principes et d'obligations nouvelles

Le présent guide est conçu pour les employeurs, les responsables des ressources humaines et les personnes en charge de la protection des données, en particulier au sein du secteur public et des pouvoirs locaux.

Dans le contexte des relations de travail, le droit à la protection des données est souvent analysé de pair avec le droit à la vie privée des travailleurs. Ce second droit fondamental est fort logiquement abordé également dans cet ouvrage.

Après un exposé des notions essentielles tirées du RGPD et du droit à la vie privée au travail, les auteurs basculent très vite dans une approche résolument pratique, évoquant diverses situations auxquelles un employeur peut être confronté, qu'il s'agisse du recrutement, de l'exécution du contrat de travail ou de sa rupture.

SCOTRA
avocats

Format : A5 - 72 pages

Parution : avril 2023

Commande : Réf. 503/2301

ISBN : 978-2-930923-69-7

Table des matières

Introduction

Notions essentielles

1. RGPD : notions essentielles

- 1.1. Cadre légal
- 1.2. Notions essentielles
- 1.3. Etapes de mise en conformité

2. Vie privée au travail : notions essentielles

- 2.1. Le droit à la vie privée au travail : un principe établi mais une invocation au cas par cas
- 2.2. Ingérence dans le droit à la vie privée au travail : portée selon un employeur du secteur privé ou du secteur public
- 2.3. Droit à la vie privée au travail : schéma de réflexion

Le RGPD dans les relations de travail

1. Au stade de la sélection et du recrutement du candidat

- 1.1. Un employeur peut-il conserver les données de candidature, en l'absence d'engagement (immédiat) du candidat concerné ?

1.2. Sous quelles conditions peut-on procéder à une prise de référence concernant un candidat (« background check ») ?

1.3. Un entretien d'embauche peut-il se tenir à distance, par visioconférence ?

1.4. Dans quelles situations peut-on demander la production d'un extrait de casier judiciaire ?

2. Au stade d'exécution du contrat de travail

2.1. L'employeur doit-il/peut-il obtenir le consentement des travailleurs pour justifier le traitement de leurs données ?

2.2. Le travailleur peut-il exiger d'accéder et d'obtenir une copie de son dossier personnel ?

2.3. En cas de consultation illicite par un travailleur d'une base de données, la responsabilité de l'employeur peut-elle être engagée ?

2.4. Quelles mesures l'employeur doit-il mettre en place pour s'assurer que les travailleurs signalent une violation de données ?

3. Au stade de la rupture du contrat de travail

3.1. Peut-on conserver l'adresse e-mail professionnelle d'un ancien travailleur après son départ ?

3.2. Dans quelle mesure l'employeur peut-il communiquer en interne au sujet du départ d'un travailleur ?

3.3. L'employeur peut-il recourir aux services d'un détective privé en vue d'établir un manquement grave commis par un travailleur ?

Sélection de jurisprudence

1. L'Autorité de protection des données

2. Analyse d'une sélection de décisions

2.1. Dans le cadre du recrutement des travailleurs

2.2. Dans le cadre de l'exécution du contrat de travail

2.3. Dans le cadre de la rupture du contrat de travail

2.4. Dans le cadre de traitements de données par des autorités publiques

Commander cet ouvrage

TARIFS

- Prix membres : 25,00 €
- Prix non membres : 30,00 €

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :



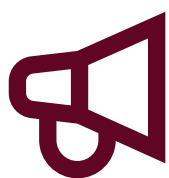
<https://www.uvcw.be/publications/catalogue/ouvrage-a-commander>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Marchés publics

<https://www.uvcw.be/publications/catalogue/marches-publics>



Nouvelle réglementation des marchés publics: quels changements?

L'entrée en vigueur le 30 juin 2017 de la nouvelle réglementation - portant transposition notamment des directives européennes en la matière -, est l'occasion de se pencher une première fois sur les changements intervenus, afin de dégager les différences essentielles par rapport à l'ancienne réglementation des marchés publics.

La nouvelle réglementation est d'abord traduite dans les deux lois du 17 juin 2016, l'une relative aux marchés publics, l'autre aux concessions. Viennent les compléter les arrêtés royaux suivants : l'arrêté royal « passation » en secteurs classiques du 18 avril 2017, l'arrêté royal « règles générales d'exécution » (RGE) du 14 janvier 2013 et l'arrêté royal « concessions » du 25 juin 2017.

Il ne s'agit donc pas de se livrer dans cet ouvrage à une analyse systématique, exhaustive et circonstanciée de toutes les dispositions de la nouvelle réglementation relative aux marchés publics et aux concessions, mais bien d'épingler - en les analysant - les nouveautés les plus notables par rapport à la législation « ancienne »

Sylvie BOLLEN
Mathieu LAMBERT
Marie-Laure VAN RILLAER

A5 - 144 pages
Parution : 20 décembre 2017
Commande : Réf. 503/1712
ISBN : 978-2-930923-14-7



Table des matières

Introduction

Chapitre 1er : Disposition introductive, définitions, principes généraux et champ d'application

1. Disposition introductive et définitions
2. Principes généraux
3. Champ d'application et exclusions

Chapitre 2 : Procédures de passation dans les secteurs classiques

1. Choix de la procédure

2. Procédure ouverte et procédure restreinte
3. Procédure concurrentielle avec négociation
4. Procédure négociée directe avec publication préalable
5. Procédure négociée sans publication préalable
6. Dialogue compétitif
7. Partenariat d'innovation
8. Marchés de faible montant

Chapitre 3 : marchés agrégés et préparation du marché

1. Marchés agrégés

2. Consultations préalables du marché et participation préalable de candidats ou de soumissionnaires
3. Variantes, options, allotissement, tranches ferme(s) et conditionnelle(s) et reconduction
4. Estimation du marché et mesures de publicité

Chapitre 4 : Choix des participants et attribution des marchés

1. Sélection
2. Attribution du marché

3. Principes généraux pour la sélection et l'attribution

Chapitre 5 : L'exécution des marchés publics

1. Modifications de marchés
2. Lutte contre le dumping social
3. Autres adaptations

Chapitre 6 : Dispositions finales, modificatives, abrogatoires et diverses

Commander cet ouvrage

TARIFS ▶ Prix membres : 20,00 €
▶ Prix non membres : 25,00€

- ▶ Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- ▶ Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :



<https://www.uvcw.be/publications/23>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



LES
essentiels
DES POUVOIRS LOCAUX



Les marchés publics groupés Centrales d'achats et marchés conjoints occasionnels

L'Union fait la force ! Et la matière des marchés publics ne fait pas exception à cette devise. De nombreux adjudicateurs décident, chaque année, de passer des commandes en commun, soucieux d'obtenir de meilleurs prix ou de bénéficier d'une expertise particulière. Pour ce faire, ils recourent aux services d'une centrale d'achat ou concluent un marché conjoint occasionnel. Si les deux techniques présentent des similitudes, elles se différencient sur de nombreux points qu'il convient de prendre en considération à l'occasion de la conception de la commande.

L'ouvrage présente, de manière systématique, les questions que doivent se poser les adjudicateurs souhaitant mettre en place la forme de la centrale ou conclure un marché conjoint occasionnel : de la passation à l'exécution de la commande. Il expose également les modifications apportées au paysage législatif wallon relatif à la tutelle ensuite de la réforme d'octobre 2018, en ce qui concerne les pouvoirs locaux.

Christophe DUBOIS
Isabelle VAN KRUCHTEN

A5 - 128 pages
Parution : 26 juin 2020
Commande : Réf. 503/2003
ISBN : 978-2-930923-40-6

EQUAL
LAW FOR BETTER LIVING

Table des matières

I. INTRODUCTION

II. RAISONS DE LA MUTUALISATION

- II.1 Avantages
- II.2 Inconvénients
- II.3 Synthèse des avantages-inconvénients

III. MECANISME DURABLE DE GROUPEMENT DE MARCHES OU DE COMMANDES : LA CENTRALE D'ACHAT

- III.1 Qu'est-ce qu'une centrale d'achat ?
- III.2 Origine et apparition du mécanisme en droit belge

III.3 La centrale d'achat dans la réglementation actuelle

III.4 Qui peut jouer le rôle de centrale ?

III.5 Quels services sont rendus par la centrale ?

III.6 Qui peut bénéficier des services de la centrale ?

III.7 Eléments relatifs à la passation des marchés

III.8 Eléments relatifs à l'exécution des marchés

III.9 Recours

IV. MECANISME PONCTUEL DE GROUPEMENT DE COMMANDES : LE MARCHÉ CONJOINT OCCASIONNEL

IV.1 Qu'est-ce qu'un marché conjoint occasionnel ?

IV.2 Origine et apparition du mécanisme en droit belge

IV.3 Le marché conjoint occasionnel dans la réglementation actuelle

IV.4 Qui peut participer à un marché conjoint occasionnel ?

IV.5 Eléments relatifs à la passation d'un marché conjoint occasionnel

IV.6 Eléments relatifs à l'exécution d'un marché conjoint occasionnel

IV.7 Recours

V. QUELLES DIFFERENCES ENTRE LA CENTRALE D'ACHAT ET LE MARCHÉ CONJOINT OCCASIONNEL ?

VI. COMPETENCE ET TUTELLE

- VI.1 Compétence
- VI.2 La tutelle

VII. GROUPEMENT ET R.G.P.D.

VIII. CONCLUSIONS

IX. ELEMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

Commander cet ouvrage

TARIFS

- Prix membres : 25,00 €
- Prix non membres : 30,00€

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :



<https://www.uvcw.be/publications/58>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Accords-cadres et autres instruments pour les marchés publics électroniques et agrégés

Le présent ouvrage ambitionne de mieux faire connaître les techniques d'achats particulières introduites ou pérennisées par la loi du 17 juin 2016. Il se veut fondamentalement pragmatique, présente les accords-cadres et autres techniques d'achat de manière claire et structurée, en faisant ressortir leurs implications et répercussions d'un point de vue pratique, tant pour les adjudicateurs que pour les opérateurs économiques.

Manuel structuré des instruments et techniques d'achat pour les marchés publics électroniques et agrégés, l'ouvrage, qui accompagne le lecteur étape par étape dans la mise en œuvre de chacune des thématiques abordées, intéressera au premier chef les pouvoirs locaux (provinces, villes et communes, CPAS, zones de police et de secours, intercommunales, sociétés de logement de service public...) en leur qualité de pouvoirs adjudicateurs, de même que les autorités et administrations actives aux échelons fédéral, régional, communautaire, et bien sûr, les entreprises qui leur fournissent travaux, biens et services au travers du mécanisme de la commande publique.

Sandrine EFILA

ALMATESA CONSULTANCE

Digitalisation et professionnalisation des marchés publics

A5 - 112 pages

Parution : 1er juin 2021

Commande : Réf. 503/2102

ISBN : 978-2-930923-52-9



Table des matières

I- Introduction

II- Les accords-cadres ou la contractualisation anticipée de besoins futurs en « circuit fermé »

- II.i Historique du mécanisme
- II.ii La réglementation actuellement applicable (secteurs classiques)
- II.iii Le principe de l'accord-cadre en quelques mots
- II.iv La mise en œuvre du mécanisme
- II.v Les accords-cadres dans les secteurs spéciaux
- II.vi Les accords-cadres vus du côté des opérateurs économiques

III- Les systèmes d'acquisition dynamiques ou le mécanisme par excellence pour l'achat de travaux,

fournitures ou services d'usage courant en « circuit ouvert »

- III.i Historique du mécanisme
- III.ii La réglementation actuellement applicable (secteurs classiques)
- III.iii Le principe en quelques mots
- III.iv La mise en œuvre du mécanisme
- III.v Les systèmes d'acquisition dynamiques dans les secteurs spéciaux
- III.vi Les systèmes d'acquisition dynamique vus du côté des opérateurs économiques

IV- Les enchères électroniques ou la (re)mise en concurrence perpétuelle des soumissionnaires

- IV.i Historique du mécanisme
- IV.ii Le principe en quelques mots
- IV.iii La réglementation actuellement applicable (secteurs classiques)
- IV.iv La mise en œuvre du mécanisme
- IV.v Les enchères électroniques dans les secteurs spéciaux
- IV.vi Les enchères électroniques vues du côté des opérateurs économiques

V- Les catalogues électroniques ou forme dématérialisée de présentation des offres (secteurs classiques)

- V.i Historique du mécanisme
- V.ii Le principe en quelques mots

- V.iii La réglementation actuellement applicable
- V.iv La mise en œuvre du mécanisme
- V.v Les catalogues électroniques dans les secteurs spéciaux
- V.vi Les catalogues électroniques vus du côté des opérateurs économiques

Exemples de marchés publics auxquels les techniques d'achat peuvent être appliquées

Glossaire (définitions légales et/ou réglementaires)

Index

Liens utiles

Commander cet ouvrage

TARIFS

- Prix membres : 25,00 €
- Prix non membres : 30,00€

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :



<https://www.uvcw.be/publications/81>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Personnel - Ressources humaines

<https://www.uvcw.be/publications/catalogue/personnel>



Le règlement de travail des pouvoirs locaux - Guide pratique

Les pouvoirs locaux, comme tous les employeurs, doivent disposer d'un règlement de travail. Ainsi, toutes les autorités locales (communes et provinces, CPAS, intercommunales, sociétés de logement de service public (SLSP), zones de secours, agences de développement local (ADL), asbl et autres para-locaux) ont l'obligation de rédiger un tel règlement, à l'exception des zones de police et des agences locales pour l'emploi (ALE).

Ce règlement doit respecter certains prescrits en matière, notamment, de rédaction, de contenu, de modalités d'adoption et de publicité ; il nous a donc semblé essentiel de publier un ouvrage pratique sur le sujet.

Cet ouvrage contient bien évidemment de la théorie, mais aussi un modèle commenté de règlement de travail.

Reprenant les spécificités du secteur public comme du secteur privé, cet ouvrage s'adresse à tous les acteurs de terrain concernés par la matière du personnel (bourgmestres, directeurs généraux, directeurs-gérants de SLSP, agents administratifs, etc.) et plus généralement, à toute personne souhaitant appréhender ou approfondir cette matière.

Sylvie SMOOS

A5 - 80 pages-

Parution : 25 juin 2018

Commande : Réf. 503/1803

ISBN : 978-2-930923-22-2

Table des matières

Avant-propos

Partie 1 – Règlement de travail et législation

- 1.1. Notion
- 1.2. Législation applicable
- 1.3. Champ d'application
- 1.4. Contenu du règlement de travail
- 1.5. Procédure d'établissement et de modification du règlement de travail
 - 1.5.1. Au sein des services publics
 - 1.5.2. Au sein du secteur privé (SLSP notamment)
 - 1.5.3. Procédure particulière en cas de modification de certaines dispositions du règlement de travail
- 1.6. Contrôle de la tutelle (pour le secteur public)

1.7. Contrôle des lois sociales

1.8. Publicité

1.9. Sanctions

Partie 2 - Mentions obligatoires

- 2.1. Mentions obligatoires imposées par l'article 6 de la loi du 8 avril 1965
 - 2.1.1. Horaires de travail et jours d'arrêt régulier de travail
 - 2.1.2. Les modes de mesurage et de contrôle du travail en vue de déterminer la rémunération
 - 2.1.3. Le mode, l'époque et le lieu de paiement de la rémunération
 - 2.1.4. La durée des délais de préavis ainsi que les motifs graves pouvant justifier la rupture du contrat sans préavis

[...]

2.2. Autres mentions obligatoires

- 2.2.1. Les risques psychosociaux au travail, dont le stress, la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail
- 2.2.2. Jours fériés
- 2.2.3. Caisse de vacances
- 2.2.4. Politique préventive en matière d'alcool et de drogues
- 2.2.5. Égalité de rémunération entre hommes et femmes
- 2.3. Mentions facultatives

Partie 3 - Modèle de règlement de travail commenté

Commander cet ouvrage

TARIFS

- Prix membres : 20,00 €
- Prix non membres : 25,00€

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :



<https://www.uvcw.be/publications/27>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



La rupture du contrat de travail en 10 questions

Guide pratique à l'usage des pouvoirs
locaux

2^e édition 2018

De nombreux agents sont recrutés en qualité de contractuels au sein des pouvoirs locaux wallons.

Dans ce contexte, les autorités locales et les SLSP sont parfois amenées, pour des raisons diverses, à mettre fin au contrat de travail qu'elles ont conclu avec un agent. Dans ce cas, des règles légales devront être respectées.

Par ailleurs, la matière du licenciement a fortement été impactée en 2014, notamment au niveau des délais de préavis.

En outre, la matière continuant d'évoluer, une mise à jour de notre 1^{ère} édition de 2016 s'imposait car de nouveaux délais de préavis sont entrés en vigueur en 2018, des revirements jurisprudentiels en matière d'audition préalable sont venus modifier le paysage juridique des pouvoirs locaux, sans parler des nouveautés en matière de rupture pour force majeure médicale et du fameux trajet de réintégration.

Sylvie SMOOS

A5 - 96 pages-

Parution : 1^{er} octobre 2018

Commande : Réf. 503/1804

ISBN : 978-2-930923-27-7

20€
membres

25€
non membres



La rupture du contrat de travail en 10 questions
Guide pratique à l'usage des pouvoirs
locaux
2^e édition 2018
SYLVIE SMOOS

Table des matières

Avant-propos

Partie 1 – Notions

- 1.1. Différence entre agents statutaires et agents contractuels
- 1.2. Législation applicable en cas de rupture du contrat de travail

Partie 2 – La rupture du contrat de travail en 10 questions

- Question 1 : qui est compétent pour rompre un contrat de travail ?
- Question 2 : quel type de contrat de travail s'agit-il de rompre ?

Question 3 : comment rompre un contrat à durée indéterminée ?

Question 4 : peut-on rompre un contrat à durée déterminée ?

Question 5 : existe-t-il des règles particulières pour certains contrats ou certaines situations ?

Question 6 : comment rompre un contrat en cas de faute grave ?

Question 7 : comment rompre un contrat pour force majeure ?

Question 8 : un travailleur peut-il bénéficier de protections particulières évitant la rupture

du contrat de travail ?

Question 9 : une audition préalable au licenciement est-elle obligatoire ? Est-il nécessaire de motiver le licenciement ?

Question 10 : le travailleur licencié a-t-il droit à des aides pour retrouver un travail ? Le reclassement professionnel est-il obligatoire ?

Partie 3 – Synthèse

Tableaux de calcul de délais

Commander cet ouvrage

TARIFS ▶ Prix membres : 20,00 €
▶ Prix non membres : 25,00€

- ▶ Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- ▶ Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :



<https://www.uvcw.be/publications/28>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Le régime disciplinaire des agents communaux et des CPAS en 25 questions

La discipline est un système de règles et de sanctions régissant une profession. Dans une organisation de grande taille, elle s'avère essentielle au bon fonctionnement du système. Dans la fonction publique, la procédure disciplinaire occupe une place toute particulière puisqu'il s'agit d'une des rares possibilités pour l'administration de mettre un terme à une relation statutaire.

En 25 questions, les auteurs nous brossent les lignes directrices du régime disciplinaire des agents statutaires des communes et CPAS wallons, de la définition du manquement disciplinaire aux sanctions applicables, sans oublier les différentes étapes de la procédure disciplinaire et les voies de recours. Leur présentation est illustrée d'exemples concrets repris de la jurisprudence récente du Conseil d'État. Les dispositions pertinentes du Code de la démocratie locale et de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale sont reproduites à la fin de l'ouvrage, offrant de la sorte aux lecteurs un outil à la fois complet et très pratique.

Jonathan de Wilde d'Estmael
Maureen Degueudre



A5 - 88 pages-
Parution : 10 janvier 2022
Commande : Réf. 503/2105
ISBN :978-2-930923-58-1

Table des matières

Introduction

La définition du manquement disciplinaire et les sanctions

- Question 1 : Qu'est-ce qu'un manquement disciplinaire ?
- Question 2 : Qui supporte la charge de la preuve du manquement ?
- Question 3 : Un agent peut-il être sanctionné en raison de son incompétence ?
- [...]
- Question 8 : Comment l'autorité disciplinaire doit-elle motiver sa décision ?

La procédure disciplinaire

- Question 9 : Quelle est l'autorité compétente pour diligenter la procédure disciplinaire ?
- Question 10 : À quels délais l'autorité disciplinaire doit-elle être attentive ?
- Question 11 : L'agent peut-il être suspendu préventivement durant la procédure ?
- [...]
- Question 21 : Quelles sont les démarches à réaliser suite à une décision de démission d'office ou de révocation ?

Les sanctions

- Question 22 : Que peut faire l'autorité disciplinaire en cas d'irrégularité de la décision disciplinaire ?
- Question 23 : Quel est le pouvoir de l'autorité de tutelle ?
- Question 24 : Quels sont les recours juridictionnels dont dispose l'agent ?
- Question 25 : L'autorité disciplinaire peut-elle adopter une nouvelle décision disciplinaire ?

Extraits pertinents du CDLD et de la LO CPAS

Commander cet ouvrage

TARIFS

- Prix membres : 25,00 €
- Prix non membres : 30,00€

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :



<https://www.uvcw.be/publications/86>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Finances - Fiscalité

<https://www.uvcw.be/publications/catalogue/finances>

Les essentiels des pouvoirs locaux



Une programmation budgétaire pluriannuelle

Pourquoi? Pour qui? Comment?

Une directive en cours de transposition dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) et la loi organique des CPAS, prévoit désormais un cadre budgétaire pluriannuel pour les pouvoirs publics.

Le présent ouvrage entend fournir tous les outils nécessaires pour atteindre cet ambitieux objectif. Il s'adresse à toute personne susceptible de travailler dans le cadre d'une programmation budgétaire pluriannuelle et vise donc autant les communes et provinces que leurs entités consolidées.

Il se révélera utile auprès des services, mais également des grades légaux et membres du comité de direction (CODIR), chargés de l'audit et du contrôle interne des opérations comptables et budgétaires au sein des pouvoirs locaux et enfin des mandataires, qui doivent pouvoir comprendre les techniques utilisées en matière de projections budgétaires, afin de prendre les bonnes décisions sans mettre à mal leurs finances.

Michel CORNELIS
Arnaud DESSOY
Carole LOUIS

A5 - 144 pages
Parution : 1er juin 2017
Commande : Réf. 503/1703
ISBN : 978-2-930923-07-9

Table des matières

1. Préface par Monsieur Philippe Donnay, Commissaire au Plan du Bureau fédéral du Plan
2. Introduction
3. La disponibilité des paramètres du contexte économique et financier
 - 3.1. Une forte sensibilité des budgets communaux aux facteurs d'évolution « externes »
 - 3.2. La typologie des facteurs d'évolution « externes »
 - 3.3. Les facteurs de l'environnement macro-économique: causalité & sources statistiques
 - 3.4. Les facteurs de l'environnement micro-économique: focus sur la démographie
4. Les conseils pour élaborer un budget et ses projections

pluriannuelles

- 4.1. L'élaboration d'un budget
- 4.2. Comment établir des projections par catégories de recettes et de dépenses ?

5. Une méthodologie pour concevoir un outil de simulations financières prospectives

- 5.1. Le choix du modèle
- 5.2. Le principe du modèle de simulations financières prospectives

Commander cet ouvrage

TARIFS ▶ Prix membres : 25,00 €
▶ Prix non membres : 30,00€

- ▶ Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- ▶ Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :



<https://www.uvcw.be/publications/14>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl

Les essentiels des pouvoirs locaux

Les taxes et redevances communales en Wallonie

Le pouvoir fiscal des communes est l'une des manifestations les plus visibles de leur autonomie, telle que l'a voulue le Constituant de 1831. Et si cette autonomie fiscale n'est pas absolue, compte tenu de la hiérarchie des normes et du contrôle de tutelle que subissent les communes, la fiscalité locale relève néanmoins, pour une très grande part, des choix directement opérés par les élus communaux.

La politique fiscale locale n'est d'ailleurs pas anodine, tant la fiscalité constitue encore une part importante des recettes ordinaires des communes.

Chaque étape de l'établissement et du recouvrement des taxes locales implique le respect de règles strictes, depuis l'adoption du règlement-taxé par le conseil communal jusqu'au recouvrement, parfois forcé, de la taxe. Car à défaut, le risque de contentieux est élevé, avec trop souvent encore une issue défavorable pour la commune.

C'est donc dans le but de permettre aux communes de s'assurer – sur le plan juridique – de ressources incontournables que le présent ouvrage leur est proposé. A la fois succinct et précis, il présente les règles applicables en la matière, tout en mettant en évidence les points d'attention et en tirant les enseignements utiles de la jurisprudence.

Mathieu Lambert

A5 - 112 pages

Parution : 9 octobre 2017

Commande : Ref. 503/1708

Table des matières

I. La fiscalité communale

L'autonomie fiscale communale et ses limites
La place de la fiscalité dans le financement des communes
Définitions et principes généraux

II. Le règlement-taxé

La compétence du conseil communal
Le contenu du règlement-taxé
Le contrôle de tutelle
La publication et l'entrée en vigueur du règlement-taxé
Le cas particulier des centimes additionnels à l'impôt des personnes physiques
Le contentieux du règlement-taxé

III. L'établissement de la taxe

L'existence d'une dette fiscale
Les taxes perçues au comptant
Les taxes recouvrées par voie de rôle
L'enrôlement d'office de la taxe
Le « réenrôlement » ou la cotisation subsidiaire

IV. Le recouvrement de la taxe

L'avertissement-extrait de rôle
Le paiement
Le privilège de la commune et l'hypothèque légale de la caisse communale
Le recouvrement forcé
La prescription

V. Le contentieux de la taxe

Le recours administratif : la réclamation au collège communal
Le recours judiciaire
Le dégrèvement d'office

VI. La redevance communale

Définition (rappel)
Le règlement-redevance
L'établissement, le recouvrement et le contentieux de la redevance

Commander cet ouvrage

TARIFS ► Prix membres : 15,00 €

► Prix non membres : 20,00€

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :



<https://www.uvcw.be/publications/18>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



La fiscalité additionnelle

Focus sur les communes wallonnes

40% des recettes communales ! C'est ce que représente aujourd'hui ce que l'on appelle communément la « fiscalité additionnelle » en Wallonie. Au travers de l'analyse de l'impôt des personnes physiques (IPP), du précompte immobilier (PRI) et de la taxe de circulation, cet ouvrage présente pour la première fois une lecture transversale des mécanismes de fiscalité additionnelle qui permettent à nos communes de financer les services rendus aux citoyens et aux entreprises.

Avec le regroupement de nombreuses sources juridiques et statistiques, cet ouvrage a pour ambition de présenter une lecture aussi large que possible de la thématique, en analysant la fiscalité additionnelle communale sous tous les angles possibles, en offrant ainsi une vue complète de son paysage wallon aujourd'hui.

Le présent ouvrage s'adresse par conséquent aux mandataires communaux, aux responsables administratifs locaux ainsi qu'à toute personne intéressée par les mécanismes de la fiscalité additionnelle communale et le rôle important qu'elle joue au niveau du financement de nos communes.

Julien FLAGOTHIER
Katlyn VAN OVERMEIRE

Format : A5 - 144 pages-
Parution : 14 février 2019
Commande : Réf. 503/1807
ISBN : 978-2-930923-30-7

Table des matières

Préface		
Introduction		
Tableau de synthèse		
Titre I : L'Impôt des personnes physiques (IPP)	Titre II – Le Précompte immobilier (PRI)	Titre III – La Taxe de circulation (TC)
I.1. Description générale de l'IPP	II.1. Description générale du PRI	III.1. Description générale de la TC
I.2. La perception et le recouvrement de la taxe additionnelle communale à l'IPP	II.2. La perception et le recouvrement de la taxe additionnelle communale au PRI	III.2. La perception et le recouvrement de la taxe additionnelle communale à la TC
I.3. Quels éléments peuvent impacter le rendement de l'IPP ?	II.3. Quels éléments peuvent impacter le rendement du PRI ?	III.3. Quels éléments peuvent impacter le rendement de la TC ?
I.4. Les compensations fiscales liées à l'IPP	II.4. Les compensations fiscales liées au PRI	Conclusion générale
	II.5. Lien avec le Fonds des communes et le Fonds régional pour les investissements communaux	
	I.6. Conclusion	II.6. Bench-learning avec les Pays-Bas
		II.7. Conclusion

Commander cet ouvrage

TARIFS ▶ Prix membres : 20,00 €
▶ Prix non membres : 25,00 €

- ▶ Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- ▶ Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :

 <https://www.uvcw.be/publications/32>





LES
essentiels
DES POUVOIRS LOCAUX

Bonne gouvernance des investissements publics locaux

Le présent ouvrage s'adresse à tous les responsables administratifs ou politiques impliqués dans le processus d'investissement d'une province, d'une commune, d'une intercommunale, d'un CPAS, d'une régie, d'une zone de police ou d'une zone de secours.

Les investissements publics des pouvoirs locaux ont un impact considérable tant sur l'économie du pays qu'au niveau des entités territoriales. La bonne gouvernance des investissements publics locaux s'impose comme un facteur-clé d'efficience : il s'agit de dépenser avec intelligence des deniers publics par définition limités.

Ce livre présente de manière claire les enjeux de l'investissement public en général et ses spécificités au niveau local en particulier. Il propose une méthodologie pour optimiser le processus d'idéation, de décision et de gestion. Ses objectifs sont de définir une politique d'investissement répondant aux attentes des citoyens et des entreprises, de choisir les modes de financement et de marchés publics adéquats et d'intégrer l'impact exhaustif des projets d'investissement dans une programmation financière pluriannuelle, de respecter les délais et le budget par le leadership et le pilotage et enfin, de communiquer sur l'avancement des réalisations.

Michel CORNELIS
Arnaud DESSOY

Format : A5 - 100 pages-
Parution : Février 2019
Commande : Réf. 503/1902
ISBN : 978-2-930923-32-1

Table des matières

1 Préface	<i>des investissements locaux</i>	3.4 Etude des investissements par business case	3.4.8 Intégration du business case dans I.R.M.A.
2 Enjeux et spécificités de l'investissement public local	2.3 La gouvernance de l'investissement public : facteur clé d'efficience de tous les investissements publics	3.4.1 Qu'est-ce qu'un « business case » ?	3.5 Décision administrative liée aux marchés publics
2.1 Définition et enjeux de l'investissement public		3.4.2 Quels projets doivent faire l'objet d'un business case ?	3.6 Mise en œuvre et suivi du projet d'investissement
2.1.1 Définition de l'investissement public		3.4.3 Etude et choix de l'opérateur	3.6.1 Le leadership
2.1.2 Mesure : aperçu statistique de l'investissement public		3.4.4 Etude et choix des modes de financement	3.6.2 Le pilotage
2.1.3 Impact des investissements publics sur l'économie		3.4.5 Intégration des investissements et de leurs financements dans I.R.M.A.	3.6.3 La communication
2.2 Les spécificités de l'investissement public local		3.4.6 Développement du business case	3.6.4 L'intégration dans la cartographie dynamique du patrimoine
2.2.1 Poids et spécificités des investissements publics locaux		3.4.7 Présentation du business case pour décision finale	
2.2.2 Déterminants de l'évolution			
3 Bonne gouvernance pour une optimisation du processus de décision et de gestion de l'investissement public local	3.1 Evaluation du patrimoine		
	3.2 Evaluation des besoins et attentes des citoyens et entreprises		
	3.3 Définition d'une politique d'investissement		

Commander cet ouvrage

TARIFS ► Prix membres : 25,00 €
► Prix non membres : 30,00 €

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :



<https://www.uvcw.be/publications/34>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Mandataires

<https://www.uvcw.be/publications/catalogue/mandataires>



20€
membres

25€
non membres



Le statut des mandataires locaux

Il n'existe pas, à proprement parler, de statut du mandataire local. En tout cas, pas dans le sens d'un corps unique de règles s'adressant de façon indistincte aux élus locaux, quel que soit le type de mandat ou le lieu où il est exercé.

Face à un véritable foisonnement de textes légaux et réglementaires, de recommandations ministérielles et de décisions jurisprudentielles, le présent ouvrage ambitionne de faciliter la tâche de tout qui est amené à s'intéresser au régime pécuniaire, au statut social, au régime de pension, au statut fiscal ou aux mécanismes de contrôle applicables aux titulaires d'un mandat local, qu'il s'agisse d'un mandat de conseiller communal ou de l'action sociale, ou d'un mandat exécutif de bourgmestre, d'échevin ou de président de CPAS.

Ces questions, et bien d'autres, sont analysées en tenant compte des différences de règles existant entre les pouvoirs locaux, selon qu'ils sont des communes ou des CPAS wallons de langue française ou de langue allemande.

Luigi MENDOLA

Format : A5 - 144 pages-

Parution : Décembre 2018

Commande : Réf. 503/1808

ISBN : 978-2-930923-31-4

Table des matières

PARTIE 1 – LE TRAITEMENT DES MANDATAIRES LOCAUX

1. Les mandataires communaux
2. Les mandataires du CPAS

PARTIE 2 – LE STATUT FISCAL

1. La fiscalité du revenu
2. Les frais professionnels

PARTIE 3 – LE STATUT SOCIAL DU MANDATAIRE LOCAL

1. Les mandataires non exécutifs
2. Les mandataires exécutifs

PARTIE 4 – LES CONGES POLITIQUES

1. Le mandataire est occupé dans le secteur privé

2. Le mandataire est occupé dans le secteur public

PARTIE 5 – CUMUL DES MANDATS

1. En termes de rémunération
2. En nombre de mandats

PARTIE 6 – CUMUL D'EMOLUMENTS

1. Le maximum absolu
2. Le cumul des émoluments de mandataire local avec des revenus de remplacement

PARTIE 7 – INCOMPATIBILITES

PARTIE 8 – LES DECLARATIONS DE MANDATS

1. Le contrôle régional
2. Le contrôle fédéral

PARTIE 9 – REGIME DISCIPLINAIRE

PARTIE 10 – PENSION DES MANDATAIRES LOCAUX

1. La pension de retraite d'ancien mandataire
2. La pension de conjoint survivant
3. La pension d'orphelin
4. Dispositions communes aux pensions de conjoint survivant et d'orphelin

PARTIE 11 – HONORARIAT

1. Le titre honorifique des fonctions de mandataire local
2. Les distinctions honorifiques

Commander cet ouvrage

TARIFS

- Prix membres : 20,00 €
- Prix non membres : 25,00 €

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :



<https://www.uvcw.be/publications/31>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



LES
essentiels
DES POUVOIRS LOCAUX

La responsabilité pénale des mandataires

Le droit pénal s'impose à chacune et chacun. Tous se doivent de le respecter. Les infractions pénales qui engagent la responsabilité pénale d'une personne sont nombreuses. Encore plus si cette personne est mandataire, ou en charge d'un service public.

Si cette contribution est d'abord destinée aux mandataires communaux, tout officier public – c'est-à-dire toute personne investie à un titre quelconque d'une parcelle, si minime soit-elle, de façon permanente ou non, de la puissance ou de l'autorité publique - pourrait y être intéressé, vu que les infractions ainsi énumérées concernent la sphère des offices publics, mais pas seulement.

Le présent ouvrage donne également à connaître les bases de l'infraction de faux en écritures publiques, celles de l'infraction de non-assistance à personne en danger, de coups et blessures ou homicide involontaire, de harcèlement, etc.

Les protections à disposition des mandataires y sont également abordées..

Sylvie SMOOS

Format : A5 - 112 pages-

Parution : Mars 2019

Commande : Réf. 503/1905

ISBN : 978-2-930923-35-2

Table des matières

1. La responsabilité pénale vs la responsabilité civile	gestion communale	télécommunications privées	7.4. Entrave à la liberté des enchères ou des soumissions (notamment en matière de marchés publics)
2. Responsabilité pénale – Principes généraux	4.1. Arrestation illégale et arbitraire	4.12. Usurpation de fonction (Bourgmestre sorti de fonction)	8. Infractions aux lois spéciales
2.1. Principe de la personnalité des peines	4.2. Violation de domicile	5 - Responsabilité du bourgmestre, officier d'état civil	8.1. En droit de l'environnement
2.2. Le principe de la légalité du droit pénal	4.3. Faux en écritures (publiques)	6 - Responsabilité du mandataire, gestionnaire d'instruments paracommunaux	8.2. En droit social
2.3. Le principe de l'interprétation stricte de la loi pénale	4.4. Usage de faux	6.1. Corruption privée	8.3. Divers
3. Responsabilité pénale – Eléments constitutifs	4.5. Détournement commis par des fonctionnaires publics	6.2. Abus de biens sociaux	9. Le rôle de la commune en cas de responsabilité d'un de ses mandataires
3.1. L'infraction	4.6. Destruction	7. Infractions pouvant être commises par tout citoyen et entre autre par les mandataires	9.1. La mise à la cause de la commune
3.2. Les peines	4.7. Soustraction ou destruction d'archives suite à la négligence du dépositaire public	7.1. Coups et blessures par imprudence et homicide involontaire	9.2. La responsabilité civile des amendes pénales
3.3. La responsabilité pénale au sein des pouvoirs locaux	4.8. Concussion	7.2. Non-assistance à personne en danger	9.3. Une couverture d'assurance «défense pénale»
4. Infractions pouvant être commises par des mandataires communaux dans le cadre de leur	4.9. Ingérence ou prise d'intérêt	7.3. Secret des lettres	
	4.10. Corruption et trafic d'influence		
	4.11. Des écoutes, de la prise de connaissance et de l'enregistrement de communications et de		

Commander cet ouvrage

TARIFS ▶ Prix membres : 20,00 €
▶ Prix non membres : 25,00 €

- ▶ Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- ▶ Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :

 <https://www.uvcw.be/publications/37>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Police administrative

<https://www.uvcw.be/publications/catalogue/police-administrative>



Le maintien de l'ordre public par les communes 2^e édition

La police administrative générale est une compétence fondatrice des pouvoirs locaux. Lorsque l'on parle d'ordre public, viennent directement à l'esprit les termes de sécurité, de tranquillité et de salubrité publiques. Mais que couvrent réellement ces termes ? En quoi consiste, concrètement, la police administrative générale ?

Les autorités communales disposent d'un grand pouvoir en matière de maintien de l'ordre. Il est donc important de connaître tous les tenants et aboutissants de ce pouvoir avant d'en faire usage.

Dans cet ouvrage, qui s'adresse à tous les praticiens communaux, nous abordons la répartition des compétences de préservation de l'ordre public entre les différentes autorités communales, les procédures à suivre pour l'adoption de chaque mesure, les limites imposées aux communes en la matière et les responsabilités qui découlent de la police administrative générale.

Cette nouvelle édition reprend le contenu antérieur adapté aux évolutions législatives et jurisprudentielles survenues depuis la 1^{ère} édition (2017).

Ambre VASSART

A5 - 68 pages

Parution : septembre 2021

Commande : Réf. 503/2103

ISBN : 978-2-930923-53-6



Table des matières

Titre Premier - La Police Administrative Générale

- 1.1. Que vise-t-on ?
- 1.2. Quelle autorité administrative est chargée de cette mission ?
- 1.3. Où la compétence s'exerce-t-elle ?
- 1.4. La police administrative, une affaire d'ordre public
- 1.5. Les troubles de voisinage
- 1.6. L'ordre public moral et l'ordre public matériel

Titre II - Polices spéciales et police générale.

- 2.1. Qu'entend-on par police spéciale ?
- 2.2. La police complémentaire
- 2.3. Le Concours des polices

Titre III - Les différentes mesures de police.

- 3.1. L'ordonnance ou le règlement du conseil communal
- 3.2. L'arrêté du Bourgmestre
- 3.3. Quelques mesures particulières
- 3.4. L'ordonnance temporaire de circulation routière: intervention du collège communal sur base de 130bis NLC
- 3.5. Les règles applicables à toute mesure de police

Titre IV - Responsabilités civiles et pénales.

- 4.1. La responsabilité civile
- 4.2. La responsabilité pénale des communes et des mandataires communaux

Titre V - Les recours.

- 5.1. Le recours administratif
- 5.2. Le contrôle de tutelle
- 5.3. Le recours juridictionnel

Commander cet ouvrage

TARIFS

- Prix membres : 15,00 €
- Prix non membres : 20,00€

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :



<https://www.uvcw.be/publications/84>





LES
essentiels
DES POUVOIRS LOCAUX

Les sanctions administratives communales en Wallonie

Qu'entend-on par "sanctions administratives communales", plus communément appelées "SAC" ?

Quel type de sanctions administratives communales imposer à des contrevenants ?

Quel est le champ des possibilités, et quelles procédures suivre en matière d'amendes administratives communales ?

Les réponses à ces questions, et bien d'autres, se trouvent dans cet ouvrage bien complet et pratique, ancré dans les réalités de terrain, qui connaît déjà sa 4e édition au sein du catalogue de l'Union des Villes et Communes de Wallonie.

Ce livre est destiné en particulier aux responsables communaux (mandataires, grades légaux, agents constatateurs), aux fonctionnaires sanctionneurs à tous niveaux, et bien évidemment aux policiers.

Il a pour principale ambition de leur permettre d'appliquer adéquatement le régime des sanctions administratives communales en épousant au mieux les besoins de leur commune et/ou zone de police.

Sylvie SMOOS

A5 - 124 pages

Parution : avril 2022

Commande : Réf. 503/2202

ISBN : 978-2-930923-62-8

Table des matières

Partie 1. Les sanctions administratives communales, outils de la police administrative

1. La police administrative générale ou comment la commune protège-t-elle l'ordre public
2. Les sanctions administratives communales
3. Mesures de police et sanctions administratives

Partie 2. Historique législatif

1. La loi du 13 mai 1999 relative aux sanctions administratives dans les communes

2. La loi du 17 juin 2004 modifiant la Nouvelle loi communale
3. La loi du 20 juillet 2005 portant des dispositions diverses
4. La loi du 25 janvier 2007 visant à réprimer le graffiti et la dégradation des propriétés immobilières et modifiant la nouvelle loi communale
5. La loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV)
6. Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales

Partie 3. Le régime juridique actuel des sanctions administratives communales

1. Quelles infractions sont visées ?
2. Types de sanctions et procédure
3. Conditions d'exercice applicables aux agents constatateurs et aux fonctionnaires sanctionneurs
4. Les garanties attachées au caractère pénal de la sanction administrative

Annexes – Législations applicables

Bibliographie

Commander cet ouvrage

TARIFS

- Prix membres : 25,00 €

- Prix non membres : 30,00€

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :



<https://www.uvcw.be/publications/92>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



LES
essentiels
DES POUVOIRS LOCAUX

Recueil des principales réglementations relatives à la sécurité et au maintien de l'ordre public - Edition 2022

La sécurité et le maintien de l'ordre sont l'apanage des communes, depuis leur création. Qui est en effet mieux placé que le pouvoir le plus proche du citoyen pour régler des situations problématiques le touchant de si près ?

Le présent recueil compile les législations existantes sur tous ces sujets, touchant aux thèmes les plus essentiels, sans prétendre à l'exhaustivité. Toutefois, sur les 22 réglementations reprises dans la 1^{ère} édition de 2014, deux ont été abrogées, et 12 modifiées. Certaines très récemment, par la loi du 5 mai 2022 réglementant la sécurité privée et particulière, ou celle du 18 mai 2022 portant des dispositions urgentes en matière de santé. Une sérieuse mise à jour se justifiait donc. Les textes inclus dans le présent ouvrage sont arrêtés à la date du 1^{er} septembre 2022.

L'ouvrage intéressera tant les autorités publiques (mandataires locaux, acteurs du monde judiciaire), que les fonctionnaires habilités à intervenir sur le terrain, les entrepreneurs et indépendants (notamment du secteur horeca) ou encore les citoyens, car *nul n'est censé ignorer la loi*.



Format : 160 mm x 240 mm - 296 pages

Parution : septembre 2022

Commande : Réf. 503/2204

ISBN : 978-2-930923-65-9



Table des matières

1. Nouvelle loi communale L. 26.5.1989 ratifiant l'A.R. 24.6.1988 portant codification de la loi communale sous l'intitulé "nouvelle loi communale", art. 119, 130bis, 134 à 135	A.R. 21.12.2013 A.R. 21.12.2013 A.R. 28.1.2014 A.R. 9.3.2014	6. Débits de boissons A.R. 3.4.1953 coordonnant les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées A.R. 4.4.1953 L. 28.12.1983 L. 24.1.1977	pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes
2. Code de la démocratie locale et de la décentralisation CDLD, art. L1113-1, L1123-30, L1133-1 et L1133-2 L. 29.7.1991 rel. à la motivation formelle des actes administratifs	4. Loi gardien de la paix L. 15.5.2007 rel. à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'art. 119bis de la NLC A.M. 7.12.2008 A.R. 15.5.2009	7. Loi sur les jeux de hasard L. 7.5.1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs	9. Loi sur l'ivresse publique Arr.-L. 14.11.1939 relatif à la répression de l'ivresse
3. Loi sur les sanctions administratives communales L. 24.6.2019 rel. aux sanctions administratives communales A.R. 21.12.2013 A.R. 21.12.2013	5. Heures d'ouverture des commerces L. 10.11.2006 rel. aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services	8. Loi sur les drogues L. 24.2.1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances	10. Loi caméras de surveillance L. 21.3.2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance A.R. 10.2.2008 A.R. 9.3.2014 A.R. 8.5.2018 A.R. 6.12.2018
			11. Loi sur le gardiennage L. 2.10.2017 réglementant la sécurité privée et particulière

Commander cet ouvrage

TARIFS

- Prix membres : 30,00 €
- Prix non membres : 35,00 €

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :

 <https://www.uvcw.be/publications/101>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



LES
essentiels
DES POUVOIRS LOCAUX

Recueil des législations relatives aux activités sur le domaine public en Wallonie - édition 2023

Le domaine public, concept bien particulier, rythme le quotidien de la vie communale. Il reprend bien évidemment les biens dit publics (affectés à l'usage de tous et utilisés par tous), mais renvoie le plus souvent, et de prime abord, à la voie publique, composante du domaine public par excellence. Celle, indispensable à tous, dont l'intégrité doit, à tout prix, être préservée par la commune.

Il existe quantité de situations dans lesquelles les intérêts des usagers, parfois divergents, doivent être garantis: rallyes, marchés, foires, chantiers, feux d'artifice...

La précédente édition de ce codex remontait à 2014. Une mise à jour s'imposait donc. La présente édition, dont les textes sont arrêtés au 1^{er} février 2023, compile une série de législations existantes (lois, arrêtés, circulaires...) touchant à l'organisation d'activités sur le domaine public en Wallonie.

Il a pour but de toucher les thèmes les plus essentiels, sans prétendre à l'exhaustivité.



Format : 160 mm x 240 mm - 228 pages

Parution : février 2023

Commande : Réf. 503/2206

ISBN : 978-2-930923-67-3

Table des matières

1. Activités ambulantes et foraines

Loi du 25 juin 1993
Arrêté royal du 24 septembre 2006
Arrêté royal du 24 septembre 2006

2. Collectes

Arrêté du 22 septembre 1823
Circulaire du 3 juin 1991 du Ministre de l'Intérieur

3. Sécurité des attractions foraines

Arrêté royal du 18 juin 2003
Arrêté royal du 1^{er} mars 2013

4. Aires de jeux et divertissements actifs et extrêmes

Arrêté royal du 28 mars 2001
Arrêté royal du 25 avril 2004
Arrêté royal du 4 mars 2002

5. Sécurité et signalisation des chantiers

Arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2020

6. Lanternes, ballons et feux d'artifice

Circulaire GDF-12 du 1^{er} août 2013 de la direction générale transport aérien

7. Courses automobiles et courses cyclistes

Arrêté royal du 1^{er} décembre 1975
Arrêté royal du 28 novembre 1997
Circulaire OOP 25 du 1^{er} avril 2006 accompagnant les arrêtés royaux du 28 novembre 1997 et du 28 mars 2003
Arrêté royal du 21 août 1967
Arrêté royal du 28 juin 2019 réglementant les courses cyclistes et les épreuves tout-terrain

8. Véhicules abandonnés

Code civil, Livre 3, TITRE 3. - Droit de propriété

9. Véhicules folkloriques

Arrêté royal du 27 janvier 2008
Circulaire du 22 janvier 2009

10. Installation de caméras de surveillance

Loi du 21 mars 2007
Arrêté royal du 10 février 2008
Arrêté royal du 9 mars 2014
Arrêté royal du 8 mai 2018

Commander cet ouvrage

TARIFS ► Prix membres : 30,00 €
► Prix non membres : 35,00 €

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :

 <https://www.uvcw.be/publications/106>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Mobilité-Voirie

<https://www.uvcw.be/publications/catalogue/voirie>



LES
essentiels
DES POUVOIRS LOCAUX

Le nouveau régime juridique des voiries communales 3^e édition

Le décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale a bouleversé tout l'édifice juridique élaboré pour les voiries publiques communales depuis 1841. Partant d'une simple volonté de cartographie accessible à tous, le législateur a réformé entièrement le régime juridique des voiries.

La voirie communale fait donc l'objet d'un régime juridique uniforme repris dans un texte régional: « le décret voiries ». L'apparition de ce texte n'est pas sans susciter de nombreuses questions. Il fait la part des choses entre divers intérêts difficilement conciliables et c'est pourquoi les solutions juridiques dont il fait état sont parfois d'une certaine complexité.

Ce livre s'adresse à tous les praticiens locaux mais aussi à toute personne souhaitant y voir plus clair dans ce nouveau régime juridique introduit par le décret voiries.

Après une 2^e édition en 2019, cet ouvrage connaît déjà sa 3^e édition, tenant compte des évolutions les plus récentes survenues depuis dans cette matière

A5 - 96 pages-

Ambre VASSART

Parution : septembre 2021

Commande : Réf. 503/2104

ISBN : 978-2-930923-55-0

Table des matières

Introduction

Historique législatif

1. Une volonté politique de départ
2. La voirie communale innommée
3. Le champ d'application et les nouveautés introduites par le décret

L'alignement et le bornage

1. L'alignement particulier
2. Le bornage
3. L'alignement général

La création et la modification de voiries

1. La procédure
2. Quid des voiries qui s'étendent sur le territoire de plusieurs communes ?
3. Les mesures de publicité
4. Les recours
5. La prescription acquisitive en matière de voiries communales

La disparition de voiries

1. Analogie avec les procédures de création

2. Paiement d'une plus-value lors de la suppression d'une voirie sur assiette privée ?
3. La prescription extinctive des voiries communales

Mise en œuvre de la décision : accord amiable, convention ou expropriation

1. Vente de terrain
2. Acquisition/Expropriation
3. Les voiries conventionnelles
4. Entrée et sortie du domaine public

Le respect du décret

1. Police et gestion
2. Système infractionnel
3. La sanction administrative
4. Mesures complémentaires et remise en état des lieux
5. Le décret impétrant

L'Atlas des voiries communales

1. L'ambition du décret
2. Les difficultés de la tâche
3. La réserve viaire
4. Le projet-pilote

Conclusion générale

Commander cet ouvrage

TARIFS

- Prix membres : **20,00 €**
- Prix non membres : **25,00 €**

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :



<https://www.uvcw.be/publications/85>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Le nouveau régime des chantiers en voirie décrypté

Le décret du 30 avril 2009 relatif à l'information, la coordination et l'organisation des chantiers, sous, sur ou au-dessus des voiries ou des cours d'eau, plus communément appelé « décret impétrants » est partiellement entré en vigueur en 2017 et entrera définitivement dans l'arsenal législatif wallon très bientôt.

Ce texte, s'il semble anodin, va révolutionner la pratique des pouvoirs locaux et de l'ensemble des gestionnaires de câbles et de canalisations wallons.

Il y est prévu de revoir fondamentalement des procédures aujourd'hui disparates en matière de coordination, de programmation et d'autorisations d'exécution des chantiers.

De même, l'ambition du législateur fut de dématérialiser les opérations. Un portail informatique, d'utilisation obligatoire au 1^{er} avril 2018, devra ainsi progressivement entrer dans les mœurs.

Cet ouvrage entend former les acteurs de terrain aux nouvelles procédures mises en place par un cadre légal encore méconnu. Il est destiné aux praticiens et aux agents des pouvoirs locaux et aux entreprises gérant des réseaux de câbles et de canalisations.

Ambre VASSART

A5 - 80 pages-

Parution : mars 2018

Commande : Réf. 503/1802

ISBN : 978-2-930923-20-8



Table des matières

Introduction

Chapitre 1 – contexte d'apparition du décret

1. Historique
2. les différentes étapes de l'entrée en vigueur
3. Focus sur POWALCO

Chapitre 2 – Qui est concerné par son application et quels sont les acteurs du décret ?

1. Champ d'application
2. Acteurs

Chapitre 3 – Programmer un chantier

1. L'obligation de programmer un chantier
2. Les dispenses à la programmation

Chapitre 4 – l'obligation de coordination

1. Obligation de coordination
2. Dispense de coordination
3. Procédure de coordination

Chapitre 5 – L'autorisation de chantier

1. Le mécanisme du décret
2. Les dispenses
3. Introduction de la demande
4. Décision
5. Recours
6. A ne pas confondre : l'autorisation de police

Chapitre 6 – le cautionnement

1. L'obligation de cautionner
2. En pratique

Chapitre 7 – l'état des lieux

- 1 Mécanisme
- 2 Mesure d'office

Chapitre 8 – Les sanctions

- 1 Mécanisme
- 2 Sanctions
- 3 Amendes administratives

Chapitre 9 – Les obligations diverses

- 1 Début du chantier
- 2 Exécution du chantier
- 3 Au terme du chantier
- 4 Le sort des règlements communaux existant en matière de chantiers

Conclusion

Commander cet ouvrage

TARIFS

- Prix membres : 18,00 €
- Prix non membres : 25,00€

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 exemplaires du même titre

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :



<https://www.uvcw.be/publications/26>





Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Aménagement du territoire

<https://www.uvcw.be/publications/catalogue/amenagement-territoire>



Le Code du développement territorial (CoDT)



Le Code du développement territorial (CoDT), adopté ce 20 juillet 2016, abroge celui qui résultait du décret du 11 avril 2014 et modifie le Cwatup dans une mesure jamais vue jusqu'ici.

Au vu des objectifs ambitieux portés par cette réforme, l'ampleur des modifications apportées est considérable, et il est indispensable que l'ensemble des acteurs concernés puissent rapidement les maîtriser pour faire face aux nouveaux défis du développement territorial.

Cet ouvrage se veut donc une présentation détaillée et commentée des nouveautés apportées à la législation. De quoi permettre au lecteur d'identifier clairement et rapidement le champ juridique au sein duquel son action évoluera désormais.

Thibault CEDER
Arnaud RANSY
Bertrand IPPERSIEL

230 X 210 mm - 120 pages
Parution : octobre 2016
Commande : Ref. 503/1605
ISBN : 978-2-930923-02-4

Table des matières

Introduction

Le nouveau CoDT: soutenir le développement économique de la Wallonie et lutter contre l'étalement urbain

Partie I – La planification

Les outils régionaux
Les outils communaux

Partie II – Les autorisations urbanistiques

Le champ d'application des différentes autorisations urbanistiques

Les autorités compétentes
L'introduction de la demande ou de la déclaration
La recevabilité de la demande
Le traitement de la demande
La décision sur la demande
La tutelle et le recours administratif
Les effets des permis et des certificats

Partie III – L'aménagement du territoire opérationnel et la politique foncière

L'aménagement opérationnel
L'expropriation
Le droit de préemption
Le régime des moins-values et des plus-values foncières
La taxe sur les parcelles et terrains non bâtis

Partie IV – Les infractions et sanctions urbanistiques

Les éléments constitutifs d'une infraction
Le constat et la mise en conformité
Les poursuites administratives et judiciaires
Le droit transitoire

Liste des acronymes usuels

Commander cet ouvrage

TARIFS

► Prix membres : 35,00 €

► Prix non membres : 40,00€

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grosse quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :



<https://www.uvcw.be/publications/9>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Le CoDT La partie réglementaire expliquée

La partie réglementaire du Code du développement territorial (le CoDT-R) a été adoptée le 22 décembre 2016 par le Gouvernement Wallon. Elle regroupe en un seul texte toutes des dispositions exécutoires du décret du même nom, voté le 20 juillet 2016. L'ensemble est destiné à remplacer intégralement le Cwatup au 1^{er} juin 2017.

Cet ouvrage s'entend comme la suite logique du livre Le Code du développement territorial (CoDT), la réforme expliquée, écrit par les mêmes auteurs et paru aux éditions UVCW fin 2016.

Focalisé, comme son intitulé l'indique, sur la partie réglementaire, il présente de manière complète et détaillée les nouveautés apportées par la réforme. Un effort tout particulier a été réalisé pour mettre en avant les différences fondamentales entre le Cwatup et le CoDT, notamment sur la liste des actes et travaux dispensés de permis.

Thibault CEDER
Arnaud RANSY
Bertrand IPPERSIEL

230 X 210 mm - 130 pages
Parution : février 2017
Commande : Ref. 503/1702
ISBN : 978-2-930923-04-8

Table des matières abrégée

PARTIE I – généralités

- Les Commissions
- Les agréments
- Les subventions

PARTIE II – La planification et les guides

- Le contenu du plan de secteur
- La procédure de révision

Partie III – Les autorisations urbanistiques

- Le champ d'application des différentes autorisations urbanistiques

- Les autorités compétentes
- L'introduction de la demande
- Le traitement de la demande
- La décision sur la demande

PARTIE IV – L'aménagement du territoire opérationnel et la politique foncière

- Les sites à réaménager
- Le régime des moins-values et des plus-values foncières

PARTIE V – Les infractions et sanctions urbanistiques

ANNEXES

Commander cet ouvrage

TARIFS

► Prix membres : 35,00 €

► Prix non membres : 40,00€

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grosse quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :



<https://www.uvcw.be/publications/13>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



LES
essentiels
DES POUVOIRS LOCAUX



Le Code wallon du Patrimoine et son arrêté d'application

Le présent ouvrage reproduit la partie décrétale et réglementaire (arrêtés gouvernemental et ministériel) du nouveau Code du Patrimoine entré en vigueur ce 1er juin 2019.

Dans la foulée de l'adoption du Code du développement territorial (CoDT), le législateur a souhaité revoir et réorganiser les dispositions applicables au patrimoine en Wallonie afin notamment d'en améliorer la lisibilité et d'y adjoindre de nouveaux concepts. Contenue et dispersée jusqu'ici au sein du Cwatupe, ces dispositions sont maintenant regroupées dans un seul et même texte sous forme de code.

Cet ouvrage s'adresse à l'ensemble des personnes intéressées par le patrimoine en Wallonie, acteurs publics ou privés, qu'ils soient décideurs, architectes, juristes, techniciens ou professionnels de l'immobilier mais aussi aux particuliers, notamment les propriétaires d'immeubles « protégés ».



Format : 160 mm x 240 mm - 72 pages

Parution : septembre 2019

Commande : Réf. 503/1908

ISBN : 978-2-930923-39-0

Table des matières

Titre 1 – Dispositions générales

Chapitre Ier – Cadre général

Chapitre II - Définitions

Titre II - Du patrimoine mondial

Titre III - De la Commission royale des monuments, sites et fouilles

Titre IV - Des inventaires du patrimoine et de la carte archéologique

Titre V - De la protection du patrimoine

Chapitre Ier - De la liste de sauvegarde

Chapitre II - Du classement d'un bien

Chapitre III - De la zone de protection

Chapitre IV - Des effets du statut de bien classé, inscrit sur la liste de sauvegarde, ou auquel s'appliquent provisoirement les effets du classement

Chapitre V - De la modification du statut de bien classé ou de zone de protection

Chapitre VI - Des écussons et des panneaux

Titre VI - Des actes et travaux sur les biens classés ou soumis aux effets du classement

Chapitre Ier - Dispositions générales

Chapitre II - De la première réunion de patrimoine

Chapitre III - De la deuxième réunion de patrimoine

Chapitre IV - Des réunions de patrimoine relatives à l'instruction et à la mise en œuvre des permis d'urbanisme se rapportant aux biens classés, inscrits sur la liste de sauvegarde, ou soumis provisoirement aux effets du classement

Titre VII - Des actes et travaux sur les biens patrimoniaux non visés au Titre VI

Titre VIII - Du patrimoine archéologique

Chapitre Ier - Dispositions générales

Chapitre II - Des découvertes fortuites et des opérations archéologiques d'utilité publique

Titre IX - Des dispositions opérationnelles et immobilières

Chapitre Ier - Des dispositions opérationnelles

Chapitre II - Des dispositions immobilières

Titre X - Des indemnités

Titre XI - De la connaissance et de la sensibilisation du public à la protection du patrimoine culturel immobilier

Titre XII - Des métiers du patrimoine

Titre XIII - Du domaine de la Région relevant du patrimoine

Commander cet ouvrage

TARIFS

► Prix membres : 20,00 €

► Prix non membres : 25,00 €

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 exemplaires du même titre

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :



<https://www.uvcw.be/publications/44>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



LES
essentiels
DES POUVOIRS LOCAUX

Recueil des textes applicables aux implantations commerciales en Wallonie - Edition 2022

Le 1er juin 2015 entrait en vigueur en Wallonie la réglementation relative aux implantations commerciales, conséquence de la 6ème réforme de l'Etat actant la régionalisation de cette compétence.

Le présent recueil reproduit l'ensemble des dispositions applicables en matière d'implantations commerciales en Wallonie. Toutefois, 3 des 4 textes initiaux ayant subi des modifications depuis 2015, une 2e édition mise à jour se justifiait. Les textes inclus dans le présent ouvrage sont arrêtés à la date du 12 mai 2022.

L'ouvrage intéressera tant les autorités publiques – compétentes tant pour mener les politiques de développement commercial sur leur territoire que pour délivrer les permis – que les porteurs de projets, tenus de respecter des exigences procédurales..



Format : 160 mm x 240 mm - 88 pages

Parution : juin 2022

Commande : Réf. 503/2203

ISBN : 978-2-930923-64-2

Table des matières

Décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales

Livre I - Dispositions générales

LIVRE II. - Des schémas de développement commercial

LIVRE III. - Des autorisations et des déclarations

LIVRE IV. - Etablissement de commerce de détail d'une surface commerciale nette égale ou inférieure à 400 m2

LIVRE V. - Dispositions abrogatoires et modificatives

LIVRE VI. - Dispositions finales et transitoires

Arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 2015 précisant les critères à prendre en considération lors de l'examen des projets d'implantation commerciale

Chapitre Ier - Définition

Chapitre II - Sous-critères de délivrance

Chapitre III - Outils d'aide à la décision

Chapitre IV - Dispositions finales

Arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 2015 relatif à la composition et au fonctionnement de l'Observatoire du Commerce et de la Commission de recours des implantations commerciales

Chapitre I - Définitions

Chapitre II - Observatoire du Commerce

Chapitre III - Commission de recours

Chapitre IV - Dispositions finales

Arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 2015 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 5 février 2015 relatif aux implantations commerciales et modifiant le livre 1er du code de l'environnement

Chapitre Ier - Définitions

Chapitre II - Agrément des auteurs de projet de schéma communal de développement commercial

Chapitre III - Permis d'implantation commerciale

Chapitre IV - Permis intégré

Chapitre V - Régime de la déclaration

Chapitre VI - Permis d'implantation commerciale temporaire

Chapitre VII - Modification et extension

Chapitre VIII - Obligation du titulaire du permis

Chapitre IX - Calcul des délais relatifs aux permis et recours

Chapitre X - Dispositions modificatives et finales

Annexes: formulaires

Commander cet ouvrage

TARIFS ▶ Prix membres : 25,00 €
▶ Prix non membres : 30,00 €

- ▶ Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- ▶ Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :



<http://www.uvcw.be/publications/commandes>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Logement

<https://www.uvcw.be/publications/catalogue/logement>



LES
essentiels
DES POUVOIRS LOCAUX

25€
membres

30€
non membres

LES
essentiels
DES POUVOIRS LOCAUX

LOGEMENT

Le Code wallon de l'habitation durable
Les baux d'habitation en Wallonie
Edition 2019

Texte intégral et références à tous les arrêtés

Le Code wallon de l'habitation durable Les baux d'habitation en Wallonie

Edition 2019

Le présent ouvrage reproduit le texte du Code wallon de l'habitation durable (CWHd) et le décret wallon du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation. Ensemble, ces deux législations constituent la référence en matière de logement wallon.

Cette nouvelle édition reprend les modifications apportées par les deux décrets wallons du 2 mai 2019 et s'adresse à l'ensemble des praticiens du logement wallon, qu'ils soient juristes, techniciens, décideurs ou professionnels de l'immobilier, mais aussi aux particuliers, tels que les propriétaires, les bailleurs, les (co)locataires ou les étudiants.

Ils y trouveront l'ensemble des normes coordonnées relatives au logement public et au logement privé en Wallonie, ainsi que tous les renvois vers les arrêtés d'exécution.



Format : 160 mm x 240 mm - 184 pages-

Parution : Octobre 2019

Commande : Réf. 503/1911

ISBN : 978-2-930923-42-0

Table des matières

Le Code wallon de l'habitation durable

- Titre I – Dispositions générales
- Titre II – Des instruments de la politique régionale de l'habitation
- Titre III – Des acteurs de la politique régionale du logement
[Titre IIIbis – De l'audit des acteurs locaux de la politique du logement]
- [Titre IV – Dispositions administratives et pénales]
- Titre V – Dispositions finales
- Titre VI – Disposition interprétative
- Titre VII – Mise en œuvre des dispositions de la directive 2006/123/ce du parlement européen et du conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur

Décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation

- Chapitre Ier – Champ d'application et définitions
- Chapitre II – Dispositions générales relatives aux baux d'habitation
- Chapitre III – Dispositions particulières relatives aux baux relatifs à la résidence principale du preneur
- Chapitre IV – Dispositions particulières relatives au bail de colocation
- Chapitre V – Dispositions particulières relatives au bail étudiant
- Chapitre VI – Du bail glissant
- Chapitre VII – Grille indicative des loyers
- Chapitre VIII – Disposition modificative
- Chapitre IX – Disposition transitoire
- Chapitre X – Disposition abrogatoire
- Chapitre XI – Habilitation du Gouvernement en vue d'une codification
- Chapitre XII – Disposition finale

Commander cet ouvrage

TARIFS

- Prix membres : 23,00 €
- Prix non membres : 30,00€

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :



<https://www.uvcw.be/publications/48>



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Logements et habitations légères Tout savoir sur le permis de location

En Wallonie, la mise en location de certains biens immobiliers – les logements étudiants, les logements collectifs et les petits logements de moins de 28m² – et, désormais, mobiliers – certaines habitations légères (caravane, roulotte, etc.) – doit obligatoirement faire l'objet d'une autorisation communale préalable qui prend la forme d'un « permis de location ».

Le présent ouvrage entend faire le point sur 25 ans de pratique et de jurisprudence au travers d'une mise à jour de sa précédente version, rédigée voici 5 ans déjà. L'application du permis de location aux habitations légères constitue l'essentiel de cette mise à jour, mais pas seulement. L'entrée en vigueur du CoDT, l'adoption du décret relatif au bail d'habitation ou l'adaptation des critères minimaux de salubrité sont d'autres nouveautés qui ont impacté la portée et les effets du permis de location. Il s'imposait donc de faire le point.

Thibault Ceder

A5 - 104 pages-

Parution : mars 2022

Commande : Réf. 503/2201

ISBN : 978-2-930923-60-4

Table des matières

Introduction

1. Objectifs et champ d'application du permis de location

- A. Les objectifs poursuivis
- B. L'évolution législative
- C. La portée de la législation actuelle

2. Les exigences à respecter

- A. Les critères de salubrité du CWH
- B. L'équipement en matière de détecteurs d'incendie
- C. Les règlements communaux en matière de salubrité
- D. Les règlements communaux en matière de sécurité-incendie

E. Les garanties de l'inviolabilité du domicile et du respect de la vie privée

F. Les exigences en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme

G. Le certificat de performance énergétique

H. Le contrôle des installations de chauffage

3. Le contenu de la demande de permis de location

- A. Les enquêteurs agréés privés, communaux ou régionaux
- B. La composition du dossier de demande de permis de location
- C. Les formalités d'enquête

4. La procédure d'octroi d'un permis de location

- A. L'habitation répond aux exigences

B. L'habitation ne répond pas aux exigences

C. Cas particulier : les habitations collectives à destination des étudiants

D. Le délai de validité du permis de location

E. Le renouvellement du permis de location

5. Le suivi du permis de location dans le temps

- A. Le contrôle
- B. Les mesures administratives
- C. Les amendes administratives et sanctions pénales
- D. Les conséquences sur les autres polices administratives
- E. Les conséquences « civiles »

Conclusion

Commander cet ouvrage

TARIFS

- Prix membres : 23,00 €
- Prix non membres : 30,00€

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :

 <https://www.uvcw.be/publications/87>





Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Energie

<https://www.uvcw.be/publications/catalogue/energie>



Les enjeux énergétiques et les communes

Les communes sont impliquées, de longue date, dans le domaine de l'énergie. Elles sont aujourd'hui encore des acteurs incontournables pour relever les défis actuels de la transition énergétique, notamment par la maîtrise des consommations énergétiques et le développement des énergies renouvelables.

Le présent ouvrage invite le lecteur à découvrir les nombreuses connexions qu'entretiennent les pouvoirs locaux et le vaste domaine de l'énergie, de la mise en place des réseaux de distribution de gaz et d'électricité aux siècles passés à leur gestion et leur évolution vers des « smartgrids », du suivi énergétique des bâtiments communaux au rôle de sensibilisation des utilisateurs, de l'amélioration des performances énergétiques des bâtiments au recours aux énergies produites localement, ...

Ce large panorama s'adresse en particulier aux mandataires et aux agents techniques des communes mais également à toute personne désireuse de mieux comprendre et de s'appropriier les enjeux énergétiques locaux.

Isabelle CALLENS
Marianne DUQUESNE

A5 - 128 pages-
Parution : février 2018
Commande : Réf. 503/1801
ISBN : 978-2 930923-18-5

Table des matières

INTRODUCTION - La commune et l'énergie, quand commence l'histoire ?

1. La sécurité d'abord : l'éclairage des rues
2. L'apparition du gaz de ville et de l'électricité : l'époque des concessions
3. La naissance des intercommunales
4. L'extension des réseaux
5. La libéralisation du marché de l'énergie

PARTIE 1 - Quels sont les enjeux énergétiques auxquels sont confrontées les communes ?

1. Les enjeux européens
2. Les enjeux fédéraux
3. Les enjeux régionaux
4. Les énergies renouvelables

PARTIE 2 - Les communes et les intercommunales dans le monde de l'énergie : Quels sont leurs rôles et comment ont-ils évolué ?

1. Introduction : les acteurs publics locaux
2. La commune, gestionnaire et consommatrice d'énergie
3. La commune et son rôle de sensibilisation, de contrôle et de promotion
4. L'intercommunale comme opérateur technique
5. La commune et le GRD : quelles interactions ?

PARTIE 3 - Focus sur quelques enjeux énergétiques

1. La facture d'électricité et de gaz du ménage wallon : zoom sur les tarifs de distribution d'électricité et de gaz naturel
2. L'avenir des véhicules électriques et au gaz naturel
3. Vers les réseaux et compteurs intelligents, au bénéfice des consommateurs
4. La flexibilité, un nouvel outil important dans un contexte de transition énergétique
5. Les circuits courts, un concept applicable au monde énergétique ?
6. La Smart City

Commander cet ouvrage

TARIFS ▶ Prix membres : **20,00 €**
▶ Prix non membres : **25,00€**

- ▶ Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- ▶ Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :

 <https://www.uvcw.be/publications/25>





Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Gestion du patrimoine

<https://www.uvcw.be/publications/catalogue/patrimoine>



LES
essentiels
DES POUVOIRS LOCAUX

L'expropriation pour cause d'utilité publique

Guide pratique et balises pour les autorités

Le décret du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation est entré en vigueur ce 1^{er} juillet 2019. Ce décret réforme en profondeur les obligations et le rôle des acteurs en la matière.

Il refonde également la procédure applicable et les conditions à remplir. Parmi les nouveautés, ce texte consacre un rôle de premier plan pour les communes. Elles sont dorénavant compétentes pour délivrer les arrêtés d'expropriation demandés par d'autres autorités publiques.

L'expropriation est une matière complexe et sujette à de nombreux contentieux. L'utilité publique, l'urgence, le respect des procédures, la motivation adéquate,... sont autant d'éléments pouvant être contestés devant les juridictions et mettre à néant un projet d'utilité publique. Une bonne connaissance des principes fondamentaux, en amont, est donc primordiale.

Le présent ouvrage entend fournir aux praticiens l'essentiel des balises et des conditions pour exproprier. Il développe également chacune des étapes de la nouvelle procédure applicable en Wallonie.

Alexandre PONCHAUT

Format : A5 - 104 pages-

Parution : Janvier 2020

Commande : Réf. 503/2001

ISBN : 978-2-930923-46-8



Table des matières

CHAPITRE 1 : PRINCIPES GENERAUX

1. Définition
2. Distinction avec d'autres dispositifs

CHAPITRE 2 : LES ACTEURS PUBLICS DE L'EXPROPRIATION

1. L'autorité compétente pour régler la procédure
2. L'expropriant
3. Le bénéficiaire de l'expropriation
4. Les comités d'acquisition

CHAPITRE 3 : L'UTILITE PUBLIQUE

1. Les cas prévus par la loi

2. L'usage du public

3. Le contrôle juridictionnel

CHAPITRE 4 : L'INDEMNITE D'EXPROPRIATION

1. La détermination du montant de l'indemnité
2. Les limites de l'indemnisation

CHAPITRE 5 : LA PROCEDURE ET LE DECRET DU 22 NOVEMBRE 2018

1. Remarque préliminaire : procédures générales ou législations particulières
2. L'entrée en vigueur et le champ d'application du décret
3. Une notion élargie de l'expropriation

4. Une nouvelle compétence pour le conseil communal

5. Une procédure en trois phases

6. Première phase : la phase administrative

7. Deuxième phase : la tentative de cession à l'amiable.

8. Troisième phase : la phase judiciaire

9. La péremption et la rétrocession

Commander cet ouvrage

TARIFS ▶ Prix membres : 25,00 €
▶ Prix non membres : 30,00 €

- ▶ Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- ▶ Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 exemplaires du même titre

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :

 [p://www.uvcw.be/publications/56](http://www.uvcw.be/publications/56)



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl



Inter(supra)- communalité

<https://www.uvcw.be/publications/catalogue/intercommunalite>



Les modes de gestion des intérêts locaux

Les communes disposent, pour remplir leurs missions, d'une palette diversifiée d'instruments.

L'administration centrale, avec celle du centre public d'action sociale (CPAS), assure en général les missions principales. Beaucoup d'entre elles passent toutefois par d'autres structures : associations sans but lucratif, régies ordinaires ou autonomes, ou encore intercommunales et associations de projets. Enfin, les communes sont associées à la gestion d'une série d'institutions, telles les zones de secours et les établissements chargés du temporel des cultes.

Dans le choix entre ces différents canaux pour agir, l'autonomie locale doit composer avec les contraintes légales et réglementaires propres à chacun d'eux. Elle doit en évaluer les avantages et les inconvénients en termes de contrôle démocratique, mais aussi en termes financiers et de management.

Le but de cet ouvrage est de dresser un panorama qui tente d'être à la fois complet et pratique de ces divers modes de gestion. Il s'adresse à l'ensemble des praticiens et des mandataires curieux de la gestion locale. .

Jean-Marie VAN BOL

Format : A5 - 72 pages-

Parution : Mars 2019

Commande : Réf. 503/1904

ISBN : 978-2-930923-37-6



Table des matières

INTRODUCTION

1. L'ADMINISTRATION CENTRALE

- 1.1. Aperçu général
- 1.2. Les grades légaux
- 1.3. Les instruments de management
- 1.4. La concertation sociale
- 1.5. L'emploi des langues
- 1.6. La localisation des services
- 1.7. Les établissements communaux
- 1.8. Les régies communales ordinaires
- 1.9. Les services de police (p.m.)

2. LES SERVICES DECENTRALISES

- 2.1. Le centre public d'action sociale
- 2.2. Les asbl communales
- 2.3. La régie communale autonome

3. LA COOPERATION ENTRE POUVOIRS LOCAUX

- 3.1. Les conventions entre communes
- 3.2. Les associations de projets
- 3.3. Les intercommunales
- 3.4. Les associations de CPAS

4. LES SERVICES PUBLICS AVEC REPRESENTATION LOCALE

- 4.1. Les zones de secours
- 4.2. Les fabriques d'églises et les établissements assimilés
- 4.3. Les waterings

ELEMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

1. L'administration centrale
2. Les services décentralisés
3. La coopération entre pouvoirs locaux
4. Les services avec représentation locale

Commander cet ouvrage

TARIFS ► Prix membres : 18,00 €
► Prix non membres : 23,00 €

- Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus
- Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 exemplaires du même titre

Pour commander (vous pouvez ensuite nous adresser directement votre bon de commande, si nécessaire) :

 <https://www.uvcw.be/publications/36>





Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl

Nos tarifs sont compris entre 15 et 50 €.

Nos prix s'entendent TVA comprise et frais de port inclus.

Des réductions sont possibles pour grandes quantités, à partir de 10 ouvrages.

Plus de renseignements et commandes via notre site Internet:

<https://www.uvcw.be/publications>

Pour tout renseignement à propos de notre activité d'édition :

- Commandes, livraison, facturation (Anne FILLEUL : 081 240 648)
- Conception, production, partenariats (Michel L'HOOST : 081 240 641)